



V4-00483  
655061  
Eco So His

Code épreuve : 269

Nombre de pages : 9

Session : 2020

Épreuve de : ESSEC économie, sociologie et histoire

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

sortie 10h07  
retour 10h08

Sujet : Le modèle social français est-il à bout de souffle ?

L'Etat est à la faveur des pauvres à qui il rétribue une multitude d'aggréments que la richesse, sans cela n'attribuerait seulement qu'à quelques uns<sup>1</sup> écrit SIEYES, montrant ainsi le rôle nécessaire des pouvoirs publics dans la redistribution des richesses qui sans cela serait réparties de façon inégalitaire.

Le modèle social français est un modèle dit, conservateur-corporatiste, il est particulièrement protecteur et implique un budget moyen consacré à la protection sociale d'environ 30% du PIB français. Le modèle social peut en lui-même être compris comme un choix sociétal hérité de l'histoire sur lequel se fonde la population d'une nation. Il instaure un ensemble de règles sur la flexibilité de l'emploi, le taux de prélèvements obligatoires qui permettent d'assurer une certaine protection sociale, d'assurer un revenu minimum, des besoins fondamentaux par des dépenses de santé et d'éducation dans un objectif de justice sociale. Cependant le modèle social est un concept évolutif au cours de l'histoire d'une nation. Il doit en effet se réinventer pour répondre aux nouveaux enjeux auxquels doit faire face une société. Le modèle social français d'origine bismarckienne

a été forgé progressivement pour répondre à la pauvreté des travailleurs français à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Il fait cependant aujourd'hui face à une crise profonde dans un contexte de crise d'efficacité, de légitimité et de solvabilité de l'État-Providence. Le modèle social français semble alors devoir se réinventer pour affronter cette crise, mais est-ce souhaitable? Le modèle social français est-il à bout de souffle?

Confronté à une hausse des inégalités et une panne de l'ascenseur social français dans un contexte de hausse de la dette publique, le modèle social français fait face à une triple crise d'efficacité, de légitimité et de solvabilité depuis la fin des années 1980 qui semble contribuer à son enlèvement (I). Si le modèle social français n'a cependant pas toujours été à bout de souffle et a notamment accompagné la croissance des Trentes glorieuses, il fait face à une contrainte de concurrence internationale et un risque ancien de potentielle hypertrophie du secteur public (II). Enfin, le modèle social français doit s'adapter sans pour autant s'abolir pour répondre aux défis du vieillissement et de la quatrième révolution industrielle (III).

\*

\*

\*

Le modèle social français fait face à un manque d'efficacité et de légitimité du fait d'une panne de l'ascenseur social français (A), mais aussi à un manque de solvabilité mis en évidence par la hausse de l'endettement public (B).

\*

Le modèle social français est supposé pouvoir permettre une mobilité sociale ascendante qui est cependant peu effective. En effet Louis CHAUVEL dans Le destin des générations en 1998 remarque que l'égalité des chances

à la naissance serait peu respectée en France. En effet, si en 1998, un fils de ouvrier sur deux devenait cadre à son tour, ce n'est qu'un fils d'ouvrier sur 10 qui devenait cadre. Il remarque également que l'écart de rémunération entre les différents types d'emplois se creuse ce qui pèse sur la légitimité du modèle social français. Le manque de mobilité sociale se manifeste également par une hausse des inégalités en particulier de patrimoine et de logement. Pour BUGESA - BLOCH dans logement, spirale du déclassement, la gentrification des villes induit une forme de déclassement social et de statut renforcée par une inégalité de patrimoine, sachant que 25% des français sont démunis de tout patrimoine. Le phénomène de moyennisation de la société décrit par MENDRAS semble renforcer une crainte de déclassement et réduire l'optimisme des français quant à une possible amélioration du statut social. L'inefficacité du modèle social français concernant la mobilité sociale crée un sentiment d'illegitimité de ce dernier.

Cette illegitimité ressentie par une part croissante de Français fait écho à une triple crise de l'Etat Providence décrite par ROSANVALLON en 1981 dans la crise de l'Etat Providence. Il montre cette remise en question croissante d'un modèle protecteur qui semble devenir de plus en plus inefficace dans le maintien d'une certaine justice sociale. De plus il défend en 1995 dans la nouvelle question sociale la capacité des agents à mieux probabiliser les risques qu'ils encourrent et à s'en protéger pour un coût plus faible que celui imposé à travers les prélèvements obligatoires. C'est alors que peuvent apparaître des comportements nouveaux à la solvabilité de l'Etat du fait d'un manque de légitimité. C'est notamment ce que montre d'abord LAFFERAS conseillère d'Henri IV avec son fameux "trop d'impôt tue l'impôt" puis LAFFER dans The Economics of Tax Revolt il montre ainsi que les rendements fiscaux espérés peuvent être inatteignables du fait d'une remise en question par la population de

la légitimité d'un tel niveau de prélèvements obligatoires. On voit donc que la crise d'efficacité et de légitimité de l'Etat Providence osurort le modèle social français est lié à celui de son manque de solvabilité.

\*

Le manque de solvabilité est renforcé par un accroissement constant de l'endettement public qui semble confirmer l'adage de la loi de WAGNER qui en 1872 dans les fondements de l'économie politique stipule que, "plus la société se civilise et plus l'Etat devient dispendieux". En effet la dépense publique passe de 12% du PIB français en 1952 à 46% en 1980 puis 57% du PIB en 2015. En parallèle l'endettement public français lui à bondit entre 1975 et 2019 passant de 20% du PIB à 99% du PIB. Or cette hausse de l'endettement qui semble bien accompagner la hausse de la dépense publique en particulier par les dépenses de protection sociale dans un contexte de baisse des recettes fiscales par le chômage français, supérieur à 7% de la population active depuis 30 ans, et d'une hausse des dépenses en terme de retraites et de santé, peut s'expliquer par la croissance comme le montrent REINHART et ROGOFF dans This Time is Different (2003) estimant que la hausse de l'endettement public n'a pas d'influence sur la croissance en dessous d'un seuil de 90% du PIB. Les dépenses sociales dans le cadre du modèle social français peuvent en augmentant l'endettement public créer un effet RICARDO-BARRO mis en évidence par BUCHANAN, disant que la hausse de l'endettement causée par le manque de solvabilité du modèle social français peut augmenter l'épargne des ménages, ce qui réduit dans l'effet multiplicateur positif de ces dépenses. En 2004, le trésor public français estime à ce propos que toute hausse de l'endettement public entraîne une hausse de l'épargne française de 0,75% <sup>de 1% de PIB</sup>.

Ainsi, le modèle social français par son manque d'efficacité entraîne un manque de solvabilité qui renforce ce manque d'efficacité et donc de légitimité. Cependant le modèle social français a-t-il toujours été aussi essouffé ?

Code épreuve : 289

Nombre de pages : 9

Session : 2020

Épreuve de : ESSEC économie sociologie et histoire

## Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

\* \* \*

Si le modèle social français a su accompagner la croissance des Trente Glorieuses (A) il fait face à une remise en cause par la concurrence internationale (B) et un risque ouïen d'hypertrophie du secteur public dans un contexte d'information imparfaite (C).

\*

Le modèle social français repose sur un certain nombre d'acquis sociaux obtenus au cours de l'histoire. En effet les lois Guizot sur la réglementation du travail des enfants en 1833 puis Falloux (1850), See (1880) et Ferry (1881) qui fondent le système éducatif français sont ensuite renforcées par la mise en place de la sécurité sociale par LAROCHE et CROISAT qui mettent fin à "l'angoisse du lendemain" en 1945 et qui acceptent la forte croissance des Trente Glorieuses selon l'expression de FOURASTIÉ dans Le Trente Glorieuses (1945-1975) : une révolution invisible (1979). Durant cette période qualifiée de compromis fordiste par BOYER et AGLIETTA dans Théorie de la régulation (2004) la croissance se fait sur une hausse de la productivité conjuguée à une hausse des salaires et une amélioration des conditions sociales. En France CARRÉ, DUBOIS et MALINVAUD estiment un taux de croissance annuel moyen de 4,8% avec un doublement du niveau de vie des français en 25 ans. La croissance des Trente glorieuses est donc fortement accompagnée par une

amélioration des conditions de vie des français et un aboutissement du modèle social français acquis progressivement pendant plus d'un siècle.

\*

Néanmoins, la période suivant les traités glorieux est marquée par une hausse de la concurrence internationale qui menace le modèle social français. En effet, KRUGMAN dans Pop Internationalism en 1996 évoque une obsession croissante pour la compétitivité qu'il juge cependant mauvaise une fois appliquée à l'échelle d'une nation. Adam SMITH montrait déjà que "demander des biens que l'on échange, c'est du travail que l'on met en concurrence". Or le marché du travail français est peu flexible en particulier du fait d'un salaire minimum de 1500€ net qui selon LANDIER et THESMAR en 2015 serait au dessus du salaire d'équilibre, équilibrant demande et offre de travail. Le SMIC instauré en 1970, remplace le SMIG (1950) et constitue un acquis social fondamental du modèle social français. CAHUC et ZYLBERBERG dans Le néolibéralisme économique (2016) différencient une flexibilité interne du marché du travail portant sur le niveau des salaires et l'organisation du travail, puis une flexibilité externe du marché du travail qui repose sur l'embauche et le licenciement. Or en France, la flexibilité externe domine, en effet une flexibilité par la baisse des salaires est mauvaise non seulement pour la productivité future de l'employé mais aussi pour son statut social qu'il jugera dégradé par la baisse de rémunération salariale. Alors la concurrence internationale en particulier provenant des pays émergents bénéficiant de modèles sociaux plus flexibles pèse sur le travail français et cause une hausse du chômage pour répondre par flexibilité externe à ce manque de compétitivité. Dès lors la hausse du chômage causée par cette concurrence

internationale risque d'aggraver d'autant plus le manque de solvabilité du modèle social français. Pour Maurice ALLAIS dans *Économie internationale, destruction de l'emploi et de la croissance* (1993), une solution serait d'élever les droits de douane sur les importations françaises de produits chinois et de les baisser progressivement en échange d'une amélioration des conditions sociales du travail chinois afin de lutter contre cette concurrence déloyale. La concurrence internationale est donc source de l'effacement du modèle social français.

\*

l'État-providence instauré par le modèle social français est soumis à un risque d'hypertrophie qui menace la légitimité de ce modèle. En effet, le modèle social français est confronté à un manque d'information sur les besoins de la population et les dépenses à réduire en conséquence. En voulant participer à la réduction des inégalités, les pouvoirs publics risquent de devoir supporter des coûts de révélation de l'information comme le montre MYERSON dans *Optimal auction design*. Ces coûts doivent être supportés pour révéler la nature de l'intérêt à mener. Le risque d'hypertrophie du secteur public et de mal juger les investissements essentiels remet en cause une fois de plus la légitimité du modèle social protecteur en France et laisse envisager un recours au marché, supposé plus efficace.

\*

\*

\*

Le modèle social français a évolué au cours de l'histoire et semble aujourd'hui devoir s'adapter pour répondre à la contrainte du vieillissement de la population (A) et des mutations du travail introduites par l'avènement d'une quatrième révolution industrielle (B).

\*

Le vieillissement de la population risque d'aggraver le manque de solvabilité du modèle social français et de nuire à la cohésion sociale qu'il entend assurer. En effet la population vieillit de plus en plus en France, l'âge

médian se rapproche de 45 ans et la part des plus de 65 ans dans la population totale est venue à passer de 16,5% de la population en 2000 à 28% de la populté française. <sup>en 2050.</sup> Un rapport de l'INSEE estime à cet égard que cette hausse du vieillissement entraînera une hausse de la dépense de protection sociale de 3% à 6% du PIB. Évident le poids des retraites qui vont peser davantage sur les actifs et qui risque donc de menacer le principe de légitimité du modèle social français en agissant en même temps sa solvabilité.

En effet le poids des retraites selon DUPONT et STERDYNZACK dans quel avenir pour nos retraites? passera de 13% du PIB français en 1997 à 20% du PIB en 2040. Dès lors, du fait d'un taux de natalité français relativement peu élevé le poids sur les actifs risque de devenir insoutenable pour ces derniers. Ceci force alors un ajustement du modèle social français avec notamment une abaissement du niveau des retraites sans doute légitime si on considère que le niveau de vie des retraités en 1980 était de 60% de celui d'un actif et qu'il est aujourd'hui de plus de 90% du niveau de vie d'un actif. De plus, les inactifs détient plus de 50% du capital français ce qui renforce probablement légitime de réduire les retraites. En 2010 déjà l'âge légal de départ à la retraite à taux plein est passé à 65 ans en France mais cet âge est encore moins des 67 ans allemands qui ont eu du cours d'adapter à un vieillissement de la population causé par un taux de natalité, longtemps resté faible aux alentours de 1,2 enfant par femme. Face à l'impératif du vieillissement, le modèle social français devrait donc sans doute lui aussi savoir s'adapter.

\*

La quatrième révolution industrielle lancée par les entreprises plateformes risque de menacer le modèle social français. En effet la part des CDD en flux est croissante et la baisse du travail salarié importée comme le montre Gilbat CETTE et BARTHELEMY dans le travail au XXI<sup>e</sup> siècle



Code épreuve : 269

Nombre de pages : 9

Session : 2020

Épreuve de : ESSEC économie, sociologie et histoire

## Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

E'est pourq' ces auteurs estiment légitime une modification des contrats de travail des salariés de entreprises de VTC telle que l'a récemment entrepris l'Etat de Californie. Il faut alors espérer un processus centré sur la formation continue selon AGHION et ROULET dans Repenser l'Etat (2007) pour lutter contre cette mutation du marché du travail et assurer un report actif sur un motif soutenable.

\*

\*

\*

Le modèle sociale français est donc soumis à de multiples défis contemporains mais aussi plus anciens. Étant il prend le certains notions d'acquis sociaux comme le CMU en 2002 et le salaire minimum élevé qui participent à la compétitivité hors prix des entreprises françaises et qui rendent donc légitime le modèle social français affirmé mais évolutif au fil du temps.

NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE



